

tronat, les organisations ouvrières demandèrent que les revendications soient soumises à l'arbitrage gouvernemental. Lorsqu'éclata la grève des abattoirs, les patrons invoquèrent la loi et obtinrent la reprise du travail avant tout arbitrage. Le 1er février la grève subite chez Maggi mit en évidence la volonté du capitalisme d'obtenir un désaveu de tous les conflits désormais contraires à la loi. Henri Raynaud, secrétaire des syndicats de la région parisienne, écrivit clairement et sans aucune gêne « qu'ils (les bonzes socialo-centristes) avaient toujours conseillé aux ouvriers de reprendre le travail pour ne pas arrêter l'arbitrage et porter atteinte à une loi que la C. G. T. avait acceptée en pleine conscience ». Pour ces Messieurs, les ouvriers avaient commis une faute justifiable par l'opposition à la loi du patronat. Dans les mines, il faut relever la pression des chefs cégétistes pour obliger les mineurs du Nord à fournir 44 heures, avec une augmentation de 5 p.c. pour les 4 heures excédentaires, au nom de l'intérêt national.

Comme on voit, le gouvernement Blum est parvenu à faire fonctionner l'arbitrage obligatoire d'une façon brillante et le capitalisme peut lui donner la palme pour ce succès. L'Union Sacrée existe donc sur le terrain des luttes revendicatives et lorsque les ouvriers partent quand même, c'est « le patronat qui est en cause et qui est contre la loi ». Seulement, le terrain est ici très peu sûr et la garde mobile laisse apparaître la pointe de ses sabres ou la crosse de ses fusils pour épauler la persuasion de ceux qui veulent que les ouvriers respectent les lois de leur exploitation. Jusqu'où le Front Populaire pourra-t-il continuer dans la voie actuelle où les mirages de la reprise cachent mal la politique de surarmement de l'impérialisme français? Tout cela dépend évidemment du cours que suivront les mouvements de classe, de leur force à briser les freins de l'arbitrage et d'en finir avec l'Union Sacrée actuelle.

Mais l'autre Union Sacrée, celle qui s'exprime par la réconciliation des Français et par l'amour effréné de la patrie a reçu une nouvelle consécration dans diverses manifestations parlementaires et dans des « réformes » très profitables aux grands industriels.

Tout d'abord, il y a le « vote historique » des 591 contre 0 au sujet de l'Espagne. Tous les députés ont affirmé le désir au capitalisme français de maintenir les formes actuelles de l'intervention en Espagne, sans élargir le foyer espagnol à d'autres pays. L'Italie, l'Allemagne fourniront à Franco : les pays démocratiques et la Russie feront leur petit effort pour activer le massacre des prolétaires. La France reste synonyme de « Paix » et ce vote doit l'apprendre aux prolétaires de la France et du monde entier.

Mais lors de la discussion encore assez récente des budgets militaires nous avons eu le spectacle de l'unanimité de la Nation Française pour défendre la patrie. Seulement ceux qui firent des réserves et votèrent contre un gouvernement incapable à leurs yeux d'assumer la défense nationale, ce ne furent pas les communistes mais la droite. Au nom des centristes, F. Bonte tendit la main à toutes les nations, en accord avec « son camarade Blum », et promit de voter non seulement les 14 milliards demandés mais autant qu'il en faudra. Daladier salua les ouvriers des arsenaux travaillant pour la défense nationale et acceptant des conditions inférieures de travail, l'accroissement de la production et des heures de travail, sans doute pour préserver leur patrie d'une agression hitlérienne. Lorsqu'un député réactionnaire fit remarquer très justement aux députés du Front Populaire qu'en applaudissant aux nationalisations des usines de guerre, ils applaudissaient en fait la hausse des actions qui en avait résulté, Daladier fera hypocritement remarquer que dans les nationalisations « nous tenons compte seulement de la valeur des biens corporels à l'exclusion des actions ». Si les actions montent par suite de la nationalisation des usines de guerre, la faute en revient à la dévaluation... En fait, le rachat des usines de guerre par l'Etat s'est

effectué à des conditions excellentes pour les Brand, Renaud et autres munitionnaires. Le paradoxe a été de voir les syndicats de la C. G. T. dénoncer les industriels traahissant mollement pour la défense nationale en érigeant la nationalisation, au nom de la « reprise économique » et de la défense de la nation. Ainsi on travaille pour aider les munitionnaires et les détenteurs d'actions à accroître leurs bénéfices.

Les centristes ont voté le budget de la défense nationale qui est l'axe de la situation de la France au point de vue de la reprise économique. Désormais, il est clair qu'ils tenteront d'entraîner les ouvriers toujours plus en avant dans la voie de la soumission complète à l'Union Sacrée, alors qu'ils marcheront à l'avant-garde pour activer l'industrie de guerre qui n'est qu'une formidable destruction de capitaux et de travail nouveau. Ils accoupleront « France » avec « Marxisme-léninisme » (Gitton), ils transformeront Lénine en un ardent patriote russe (lettre au « Temps » publiée par l'Humanité ». Et quand des ouvriers se révolteront contre leur abominable politique de trahison, ce sera la chasse aux « trotskistes », agents d'Hitler, du Japon. Les ouvriers internationalistes seront collés aux trotskistes qui, en tant que parti, ne représentent que confusion et désarroi et cela n'est pas de nature à faciliter un véritable regroupement d'ouvriers internationalistes voulant forger les bases d'un noyau marxiste. Mais cependant nous avons à réagir contre les progromes que la bureaucratie centriste prépare contre les ennemis de l'Union Sacrée au sein des organisations syndicales. Déjà au dernier Congrès des syndicats de la région parisienne, une canaille de bureaucratie soviétique s'est permise d'insulter les cadavres de la vieille garde bolchévique assassinée à Moscou et de réclamer la chasse « aux trotskistes ». Les travailleurs français n'ont pas à se laisser intimider par la campagne déclenchée par le centrisme contre le « trotskysme » : il s'agit d'empêcher les réactions de classe des prolétaires de se retourner contre les traîtres et les renégats et de paralyser avec l'épithète d'agent d'Hitler, d'ennemi de la paix, l'ouvrier qui tenterait d'échapper à l'emprise des forces du capitalisme et de leur chemin.

Il s'agit de bien comprendre que le chemin de classe des prolétaires de France passe aujourd'hui par une lutte impitoyable contre le système d'arbitrage et de conciliation obligatoires. Il faut relever le drapeau des luttes revendicatives pour les développer sans cesse jusqu'à leur transformation en batailles générales. Il faut briser les cadres de la loi qu'on veut identifier avec les cadres des syndicats. Il faut déclencher des batailles contre et malgré le désir socialo-centristes. Là est le chemin du regroupement de classe des ouvriers, là est le chemin de la lutte contre l'Union Sacrée sur n'importe quel terrain, là est le terrain des batailles contre la domination du capitalisme.

Lénine - Luxembourg - Liebknecht

Confronter la réalité actuelle avec l'œuvre de ceux qui furent nos maîtres, c'est renouer les fils de l'évolution historique que leurs détracteurs, ceux qui ont momifié leur corps et leurs principes, espèrent avoir cassé à jamais au nom de la survivance du monde capitaliste. Chaque année, les marxistes, les communistes qui ont maintenu le drapeau de la révolution prolétarienne contre la vague montante de la contre-révolution centriste, ont commémoré ces grands chefs que furent Lénine, Rosa, Liebknecht, avec la préoccupation constante de vérifier leur propre effort, en tant que continuateurs historiques de l'époque héroïque où ces derniers vécurent.

Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais seuls dans ce travail de vérification et nous avons conscience des lourdes responsabilités que nous confère notre solitude sur le chemin du marxisme.